

SOLIDARITÉ

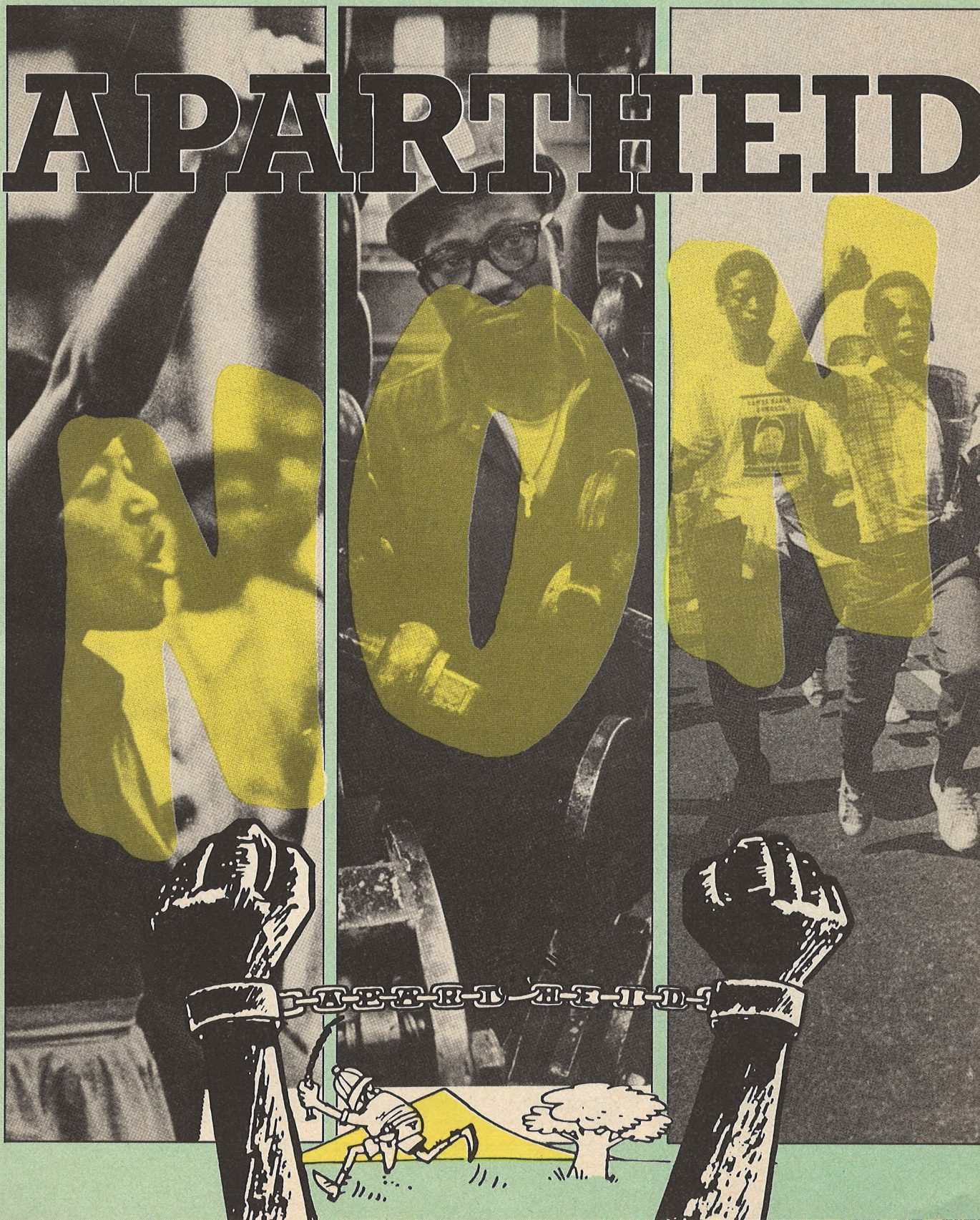
dossier

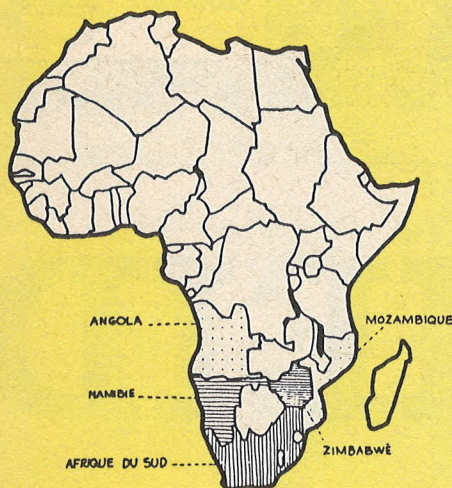


Vol. 8, no 2, NOVEMBRE 1985

1601, rue DeLorimier, Mtl. 598-2020

APARTHEID





Sommaire

- Pour connaître la situation actuelle dans le pays:
« **L'Afrique du Sud en pleine tempête** » 3
- Pour comprendre la signification de l'Apartheid:
« **L'Apartheid, crime contre l'humanité** » 5
- Pour une vue générale de la crise politique en Afrique du Sud: « **Montée de la résistance contre l'Apartheid** » 8
- Pour savoir qui sont les mineurs noirs et voir comment ils vivent: « **Comme des chiens dans la mine** » 9
- Pour mieux situer nos liens avec le mouvement syndical sud-africain: « **Un géant qui s'éveille** » 10
- Pour connaître les autres forces d'opposition anti-apartheid:
 - l'ANC 13
 - l'UDF 14
 - les églises 15
 - les jeunes 16
 - les femmes 17
 et leurs revendications: « **la Charte de la liberté** » 12
- Pour constater le rôle de l'éducation 16
- Pour un aperçu de la crise économique quand
« **les patrons prennent panique** » 18
- Pour convaincre que le Canada doit faire plus et que le Québec lui aussi est impliqué 20
- Pour se rendre compte de la dimension internationale de la question: « **L'Afrique du Sud et ses voisins** » 22

SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ est une publication du Centre international de solidarité ouvrière. Le CISO est composé des membres suivants: la CEQ, la CSN, le Conseil Central des syndicats nationaux de Montréal, l'Association Québec-Palestine et le SUCO.

Ce dossier a été préparé par Robert Quevillon et Micheline Jourdain. Ont collaboré: Pierre Beaudet, Anne Latendresse et Ole Gjerstad du CIDMAA.

Conception graphique, photocomposition, montage
Centrale de l'enseignement
du Québec

Impression:
L'Éclaireur, Beauceville

Dépôt légal: Bibliothèque
Nationale du Canada

• **POUR S'INFORMER DAVANTAGE
ET AGIR**

23-24

L'Afrique du Sud en pleine *TEMPÊTE*

Apartheid et profits

Grande puissance du continent africain, l'Afrique du Sud offre souvent des images qui nous rappellent le développement de l'Europe ou de l'Amérique du Nord. Pourtant, nous ne devons plus être dupes. Ce développement n'existe que pour la minorité blanche. L'immense majorité de la population du pays, la population noire, croupit dans la misère.

Grâce à un système politique qui exclut cette majorité, grâce à un régime raciste et policier, la minorité blanche a réussi à atteindre un niveau de vie très élevé à cause des profits réalisés en exploitant les travailleuses et les travailleurs noirs d'un pays dont les richesses naturelles sont exceptionnelles.

Ce système d'exploitation s'appelle APARTHEID. C'est un système de discrimination et de ségrégation caractérisé par une répression brutale. Il est pratiqué contre la population africaine autochtone et dans une grande mesure contre une population immigrante

venue d'Asie, principalement de l'Inde. Il fait l'affaire non seulement de la population blanche du pays, mais surtout des multinationales qui trouvent là-bas des conditions pour réaliser des super-profits.

Pieter W. Botha, le chef actuel du gouvernement de la minorité blanche, a souvent été présenté comme le symbole d'une certaine évolution. Il ferait des changements constitutionnels, prendrait des mesures positives et offrirait des concessions. On peut dire maintenant qu'il n'a tenté que de maquiller la face d'une dictature terrible.

Mobilisation anti-apartheid

Sous la pression de la mobilisation du peuple noir, en particulier depuis les révoltes de Soweto qui ont enflammé tout le pays, les Blancs tentent maintenant de gagner du temps. On s'en rend maintenant compte puisque rien, au fond, n'a changé avec Botha. Au contraire, c'est comme si ce gouvernement renforçait l'Apartheid. Par ailleurs, on constate que certains de ses alliés locaux comme plusieurs chefs d'entreprises commencent à l'abandonner. Ils craignent la radicalisation de l'opposition et s'inquiètent de la situation économique du pays.

En outre, l'opinion internationale, notamment depuis une nouvelle mobilisation des combattants pour les droits civiques aux Etats-Unis, a comme remis à l'ordre du jour la lutte anti-apartheid. Sans doute aussi parce que les luttes du peuple africain deviennent chaque jour de plus en plus vigoureuses.

Malgré tous les stratagèmes employés par Botha pour diviser les forces d'opposition, le mouvement anti-apartheid se raffermirait. Mais la répression grandit aussi. C'est pour-

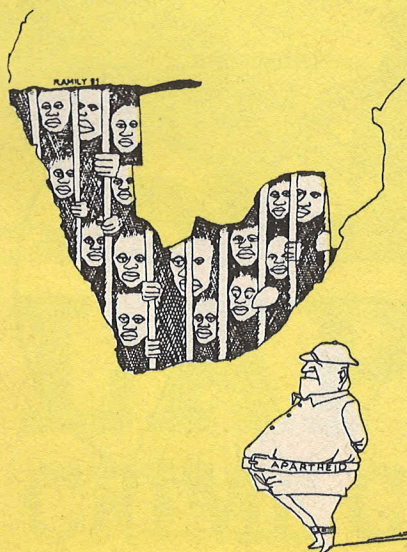
quoi il faut qu'à l'extérieur la lutte pour la justice et les droits des sud-africains grandisse.

Botha veut gagner du temps

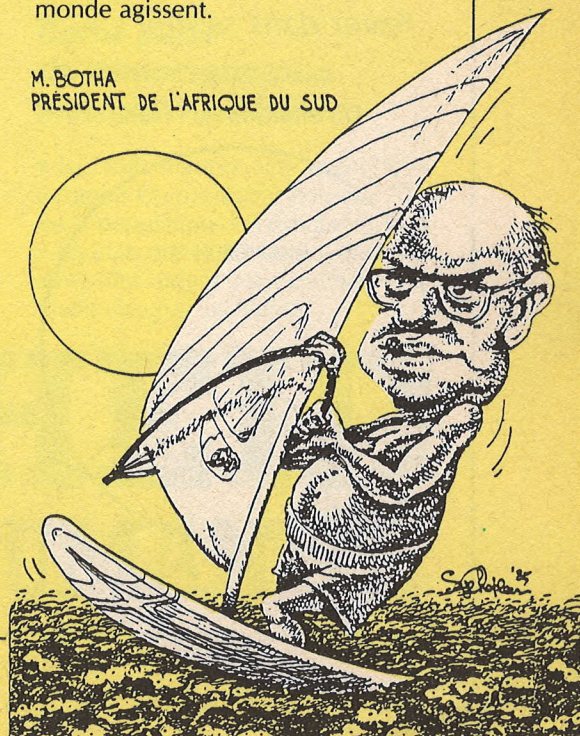
Avec un nouveau tricotage pour refaire ce qu'on appelle sa « stratégie globale », Botha pourrait continuer de tenter de gagner encore du temps ou tenter d'embarquer davantage certains leaders noirs en jouant notamment la carte tribale. L'autre choix serait de négocier avec l'ANC. Or, tout le passé des gouvernements de la minorité blanche rend cette hypothèse peu prévisible, surtout qu'il y a à droite de Botha des positions encore plus « crispées », allant même jusqu'à entrevoir le génocide.

Voilà donc les perspectives possibles. A part cela, il ne reste probablement que le bain de sang...

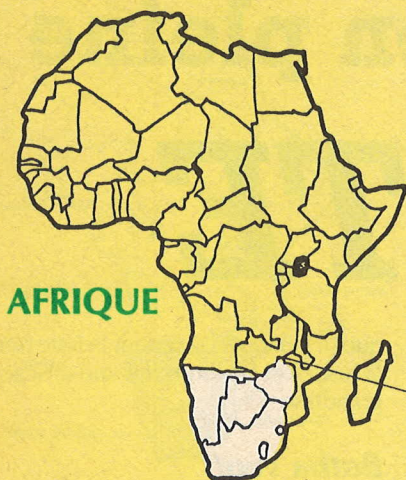
Voilà pourquoi il est important que les forces anti-apartheid à travers le monde agissent.



M. BOTHA
PRÉSIDENT DE L'AFRIQUE DU SUD



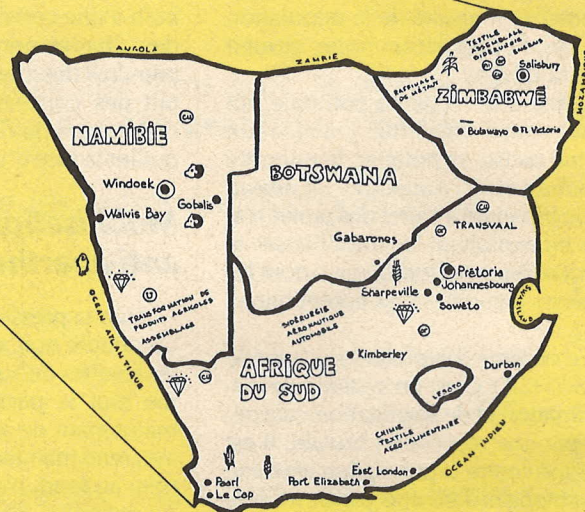
SAVIEZ-VOUS QUE?



« Quand vinrent les Blancs, ils avaient la Bible, nous avions la terre.

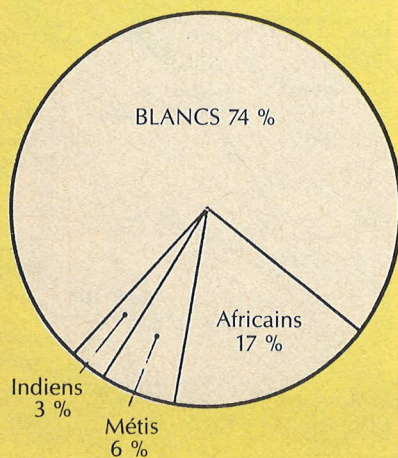
Aujourd'hui, nous avons la Bible, ils ont pris nos terres ».

« L'Apartheid isole l'homme blanc... Il a peint ses fenêtres en blanc pour rester dans sa nuit ».

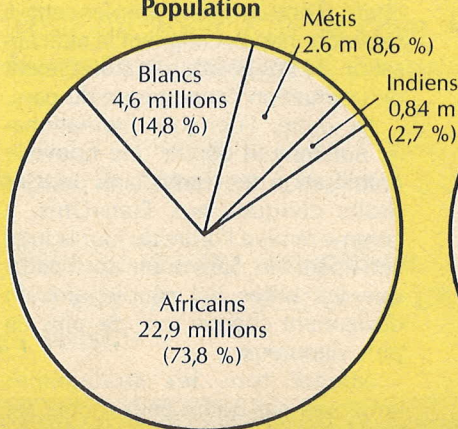


AFRIQUE AUSTRALE

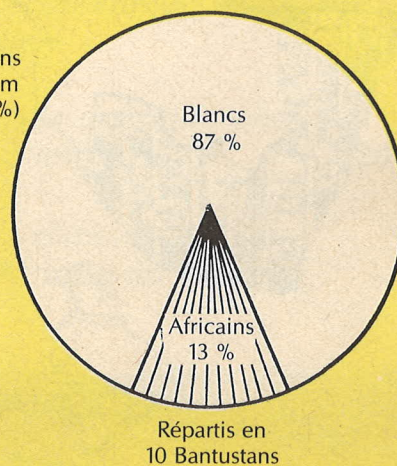
I
Distribution du revenu



II
Population



III
Distribution des terres



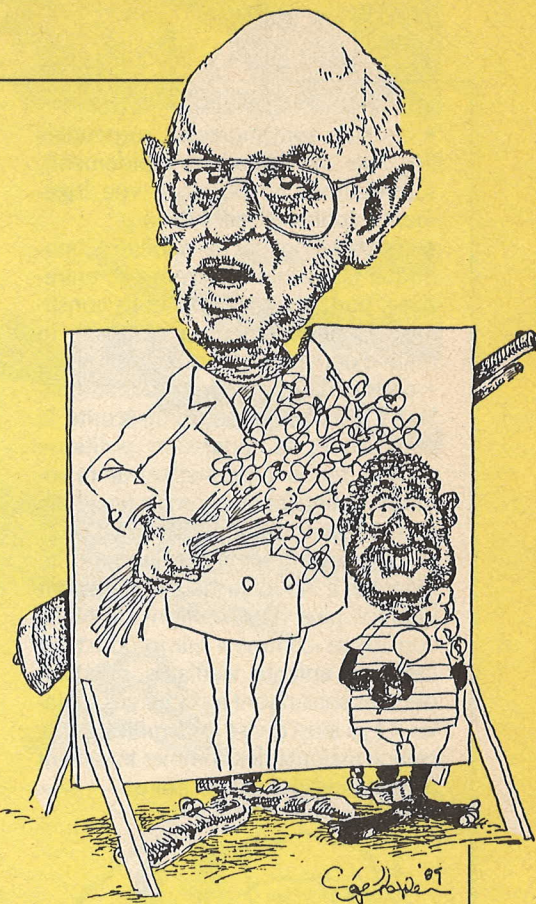
Le peuple blanc, un peuple choisi de Dieu!

L'APARTHEID, c'est un mot de la langue afrikaas (des colonisateurs d'origine hollandaise) qui a été utilisé pour la première fois dans les années cinquante par le Parti national sud-africain, pro-nazi dans les années quarante. Il signifie « **séparation** » et il décrit un régime politique que les dirigeants du Parti national ont instauré depuis la victoire de ce parti en 1948, victoire qui venait renforcer et confirmer plusieurs années de discrimination raciale dans le pays. S'inspirant de certaines croyances puritaines et radicales, le peuple afrikaaner s'est défini comme **un peuple choisi et porteur de la civilisation** en Afrique, affirmant que « la différence entre Blancs et Noirs est le fait de la Providence et non le fait de l'homme ». La nouvelle constitution du pays s'inspire toujours de cette vision: « en toute soumission au Dieu tout-puissant qui contrôle les destinées des nations (...) nous croyons que les nations noires doivent recevoir une liberté « **séparée** », chacune dans le territoire qui leur a été alloué ».

Exclure les Noirs du pouvoir politique

Depuis le début du siècle, les gouvernements blancs ont prévu la création de réserves ou « territoires » pour la population noire. En 1948, le Parti

National en identifiait 10 (voir carte). Depuis 1976, 4 de ces territoires (Transkei, Bophutatswana, Venda, Ciskei) ont déjà reçu leur « souveraineté », d'ailleurs reconnue par aucun état du monde. Le gouvernement veut donner l'apparence d'un développement



M. BOTHA:
" QUELLE SÉGRÉGATION ! "

« séparé » possible. Le gouvernement veut y « parquer » en quelque sorte les populations africaines et tente de faire croire que dans de tels territoires les populations pourront jouir d'un gouvernement autonome, se développer... C'est un pas vers la démocratisation, nous dit Botha.

Botha parle de démocratisation mais dans les faits:

- les Noirs n'auront ainsi que 13% du territoire et constituent pourtant 73% de la population de l'Afrique du Sud
- les états dits « nationaux » (Bantoustans) sont dirigés par des chefs noirs manipulés par les Blancs

5



L'APARTHEID

CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

- ces états sont morcelés, surpeuplés (les sols se dégradent rapidement), sous-équipés au point de vue logements, écoles et services
- ces états n'ont pas de viabilité économique (sans matière première, entreprise, port, région fertile) et ils constituent essentiellement un réservoir de main-d'œuvre à bon marché
- dans certains cas, des multinationales s'y installent puisque l'insécurité, la pauvreté et la répression politique qu'on y retrouve permettent de maximiser davantage leurs profits (ex.: Bata dans le Bantoustan du KWAZULU).

Le gouvernement de la minorité blanche a donc jusqu'à maintenant déplacé plus de 4 millions de Noirs considérés comme « non productifs » (femmes, enfants, vieillards, handicapés), les soustrayant aux charges sociales. On a ainsi divisé les familles, car la grande majorité des hommes travaillent à l'extérieur des Bantoustans.

Vivre sous l'apartheid

- avoir en tout temps le laissez-passer pour démontrer à la police qu'on est autorisé à travailler à tel endroit, à circuler à tel endroit, à résider à tel endroit
- avoir des conditions de salaire au moins 4 fois inférieures à celles des travailleurs blancs
- être susceptible de devoir dorénavant résider dans « son » foyer national
- avoir accès à des métiers et à des qualifications (inférieurs) réservés aux Noirs
- laisser sa famille en arrière à des centaines de kilomètres
- être un travailleur « migrant »
- avoir un accès très réduit aux services de santé: 1 médecin pour 90 000 personnes, 1 lit pour 337 tandis que chez les Blancs, il y a 1 médecin pour 330 personnes et 1 lit pour 61.

Du maquillage au facelift

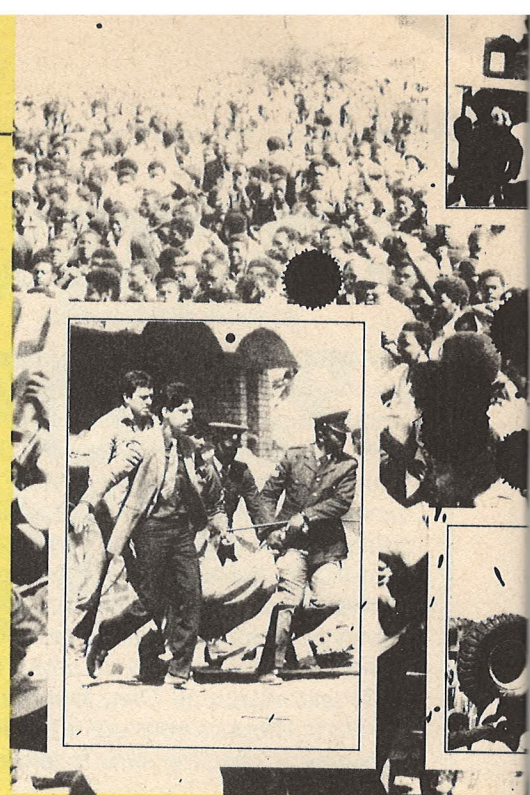
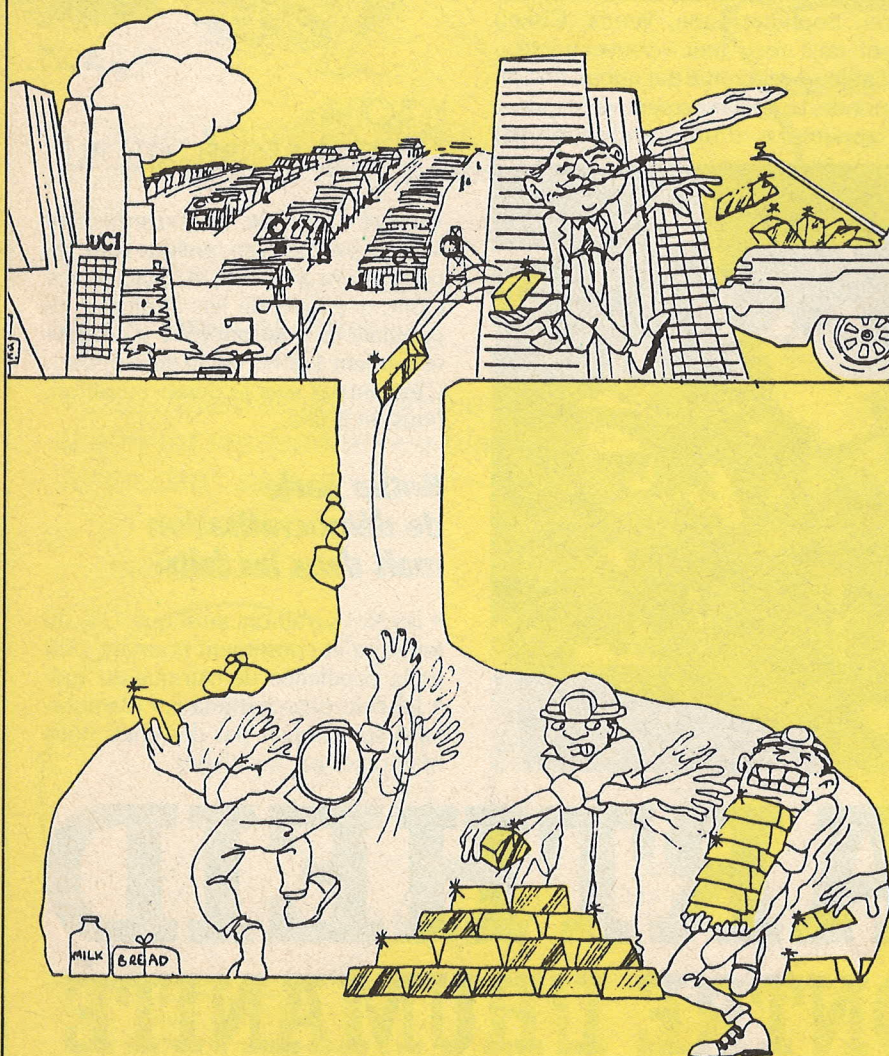
Puisqu'il perd de plus en plus la face au plan international, le gouvernement tente toutes sortes de nouvelles stratégies et il a fait certaines concessions, surtout après des recommandations faites par ses propres commissions (Wiehahn et Riekert) sur la situation au plan du travail:

- élargissement de certains droits de résidence
- accessibilité limitée à la formation professionnelle et à des postes de travail jusque-là réservés aux Blancs
- reconnaissance des syndicats noirs, à condition qu'ils ne « fassent pas de politique »
- suspension de l'apartheid dans certains endroits publics « internationalisés » (hôtels de luxe)
- nouvelle constitution créant trois parlements (blanc, métis, indien; rien pour les Noirs) sans donner de réels pouvoirs aux Métis et aux Indiens et n'offrant aux Noirs qu'une sorte de conseil consultatif dans les townships et les foyers dits nationaux.

Le tandem de Botha: réforme et répression

Il s'agit de concessions pour une petite minorité noire. Pendant ce temps, on continue de réprimer davantage la grande majorité de la population noire qui subit encore plus de contrôles et plus de répression.

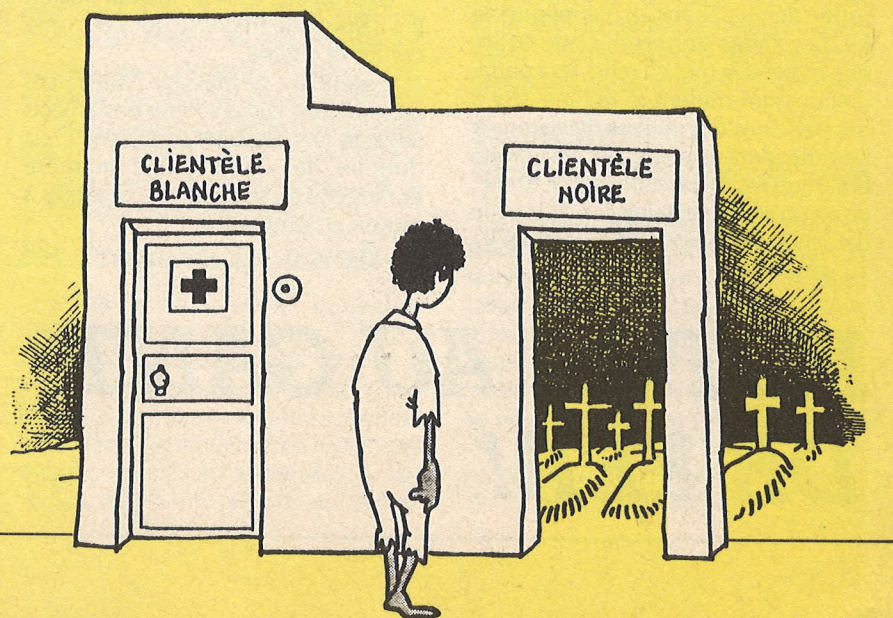
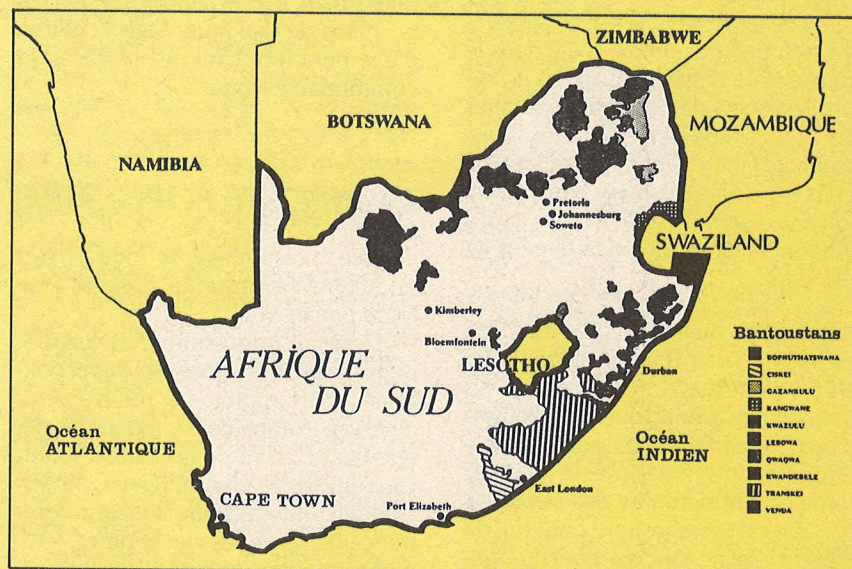
6



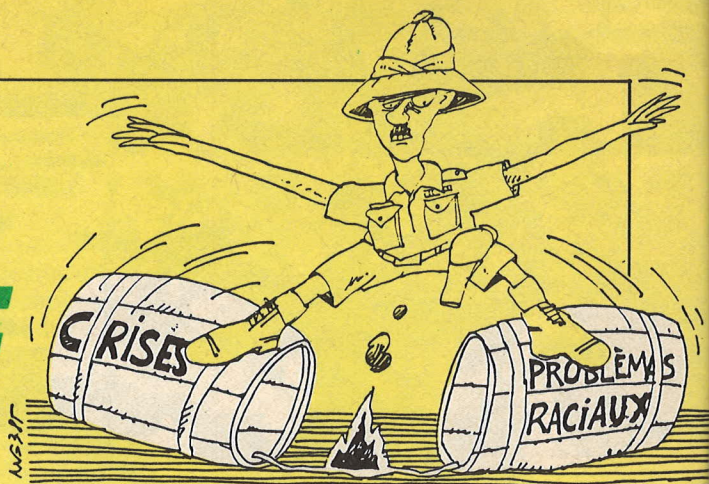


La répression frappe

- depuis que l'état d'urgence a été décrété en juillet: plus d'un millier de jeunes ont été arrêtés
- 730 personnes ont été tuées en 13 mois, dont 250 depuis la proclamation de l'état d'urgence (certaines sources parlent de 500)
- durant la dernière grève des mineurs, dès le deuxième jour, 22 000 mineurs ont été expulsés des logements, propriété des compagnies minières; 2 500 travailleurs ont été congédiés pour avoir participé à la grève; 25 travailleurs ont été blessés sur les lignes de piquetage, 1 tué sous les roues des autos de police, 85 ont été détenus et les magasins de la mine ont fermé pour affamer les mineurs
- le chômage atteint 60% dans certains secteurs de la population noire
- 400 militants syndicaux ont été mis en prison depuis les dernières 3 années
- plusieurs militantes et militants ont été tués ou sont morts sous les tortionnaires: Neil Aggett (82), Andries Raditsela (85), Victoria Mxenge (avocate des leaders UDF) (85); le jeune poète Benjamin Moloïso est la plus récente victime du régime
- en plus des assassinats de rues, plus de 210 personnes attendent d'être exécutées à la prison centrale de Pretoria; 76 ont déjà passé devant le bourreau depuis le début de l'année.



MONTÉE DE LA RÉSISTANCE POPULAIRE,



Soutenu par « l'engagement constructif » de Reagan, le régime blanc proclame en septembre 1984 la nouvelle Constitution. C'est la consécration de l'Apartheid au cœur des politiques de l'Etat, tout en consolidant le système des Bantoustans qui prive les Noirs de leur nationalité sud-africaine.

La riposte à ces « réformes » de Botha ne tarde pas à venir: en septembre, octobre, décembre 1984, dans le Transvaal, le Natal, au Cap, les syndicats, les associations communautaires des « townships » et les organisations étudiantes interviennent. L'agitation a repris et n'a plus cessé. Les Noirs disent non à la discrimination raciale, non à l'Apartheid et au démantèlement de leur pays.

Botha, pour mettre fin aux troubles, déclenche l'état d'urgence en juillet 1985. Une réaction s'exprime au niveau international: quelques gouvernements brandissent les sanctions économiques et les désinvestissements. Botha dit entreprendre des réformes, mais il n'est pas question, pour lui, de libérer Nelson Mandela, chef du Congrès national africain (ANC) emprisonné depuis 21 ans, ni d'appliquer la loi du suffrage universel. Cette politique répressive met en relief les contradictions qui minent le régime. Il y a des pressions des milieux d'affaires sur les dirigeants sud-africains et la droite politique est divisée. L'extrême droite, de son côté, ne veut rien concéder. Elle demande des actions d'éclat et appelle au génocide.

Pendant que le Parti fédéral progressiste cherche un dialogue avec l'ANC et l'opposition, le Parti national est en crise: on veut que Botha annonce des « réformes » qui rendent le climat viable. Botha doit mettre de l'ordre dans son propre parti pour rassurer et la communauté blanche et les investisseurs étrangers. Les regards sont braqués sur lui, sur ses réformes et ses propositions de dialogue. Mais le climat d'exaspération s'intensifie dans la communauté noire.

LA RIPOSTE POPULAIRE

Face à cette crise, le mouvement populaire se présente comme une force jamais vue.

C'est un mouvement diversifié, représentant des forces sociales et politiques très amples. Ce mouvement, cette vague impétueuse, touche les différentes couches de la société: syndicats, églises, leaders religieux, professionnels, intellectuels, artistes, commerçants, groupes de femmes, étudiants et autres jeunes.

La diversité, c'est un facteur positif. Il y a une forte majorité qui s'exprime contre le régime.

Cependant, ce brassage d'idées, ces protestations laissent filtrer des aspects négatifs. Des divisions surgissent. C'est difficile de s'unir d'une manière homogène en se fixant des objectifs à moyen et long terme.

LUTTE À FINIR

La répression frappe: les escadrons de la mort assassinent des leaders et des sympathisants de l'UDF. La police et l'armée tuent des jeunes dans les manifestations. Des dirigeants religieux, des syndicalistes, des femmes et des étudiants sont arrêtés.

La résistance réplique:

- assassinat des collaborateurs noirs, particulièrement des politiciens;
- boycottage des commerces blancs;
- jeunes prêts à affronter la mort malgré les appels de modération des parents;
- services religieux transformés en manifestations populaires.

L'ANC se concentre pour renforcer ses structures internes et améliorer son efficacité dans sa lutte armée. L'UDF politise les organisations actives du milieu selon les principes de la « Charte de la Liberté ».

Botha cherche le dialogue avec un homme qui pourrait faire l'affaire. Cet homme existe, c'est Gatsha Buthelesi du Bantoustan Kwazulu dont le Parti, l'Inkatha, tente d'éliminer l'ANC et l'UDF.

Un facteur nouveau: le mouvement syndical noir ne cesse de montrer de la consistance dans sa résistance et dans ses grèves. Un processus d'unité entre plusieurs syndicats risque d'aboutir à la fondation d'une fédération nationale unifiée pour « doter les travailleurs d'une organisation efficace qui leur permette en tant que travailleurs, de jouer un rôle politique de premier plan ».

L'Afrique du Sud doit compter dorénavant avec eux.

BOTHA AU GANT DE FER!

COMME DES CHIENS DANS LA MINE...



« SANS LE TRAVAIL DES NOIRS EN AFRIQUE DU SUD, L'OR RESTERAIT SOUS TERRE, LES USINES SERAIENT PARALYSÉES ET LA CANNE À SUCRE SÉCHERAIT AU SOLEIL. »

Tout Africain en chômage doit passer par les bureaux locaux de la main-d'œuvre et de l'association du patronat qui lui assigneront un emploi dans l'industrie, les mines ou l'agriculture, selon les besoins de « l'économie blanche ». Une fois en « zone blanche », il relève du ministère du Travail chargé d'appliquer les lois selon les principes de l'Apartheid.

D'où viennent les mineurs africains?

A- Ils viennent de divers pays de l'Afrique australe: Lesotho, Mozambique, Botswana et Swaziland. L'Union nationale des mineurs (NUM) compte parmi ses adhérents 90% d'ouvriers étrangers.

B- D'autres viennent des bantoustans et de la campagne de l'Afrique du Sud où sévissent le chômage et la misère. Les syndicats disent qu'il y a près de 3 millions de sans-emploi.

Nous vivons comme des chiens dans la mine... dit la chanson de H. Moseketa

Les Blancs vivent dans des zones résidentielles aménagées où ils peuvent mener une vie familiale normale. Les mineurs généralement ségrégués par tribu sont logés dans les « compounds » clôturés de la mine, n'ayant qu'une seule porte d'entrée. Dans ces baraquements, ils s'entassent à plus de

6 par chambre.

Après un travail quotidien de 8 à 12 heures dans la mine, le travailleur noir regagne sa banquette de chambre commune mal aérée, aux lits à 3 étages. Un poêle surchauffé y maintient la température très haute pour éviter les contrastes de température avec l'intérieur de la mine.

Tout est en commun: toilettes, douches. Chacun fait son lavage comme il peut. Pas de vestiaire fermé à clef pour le rangement des articles personnels, et les vols sont nombreux. Le sommeil est difficile, car il y a un va-et-vient continu, vu la rotation des horaires de travail. Autour des baraquements, il n'y a ni centre commercial, ni téléphone, ni cinéma. De temps à autre, la compagnie offre un film western dans une salle de récréation commune. Il y a de la bière pour oublier. Des batailles éclatent. Les problèmes sexuels compliquent le décor. Les mineurs ne peuvent pas sortir du « compound » avant la fin de leur contrat, qui est de 9 mois à 2 ans. Aucun mineur n'est autorisé à recevoir de la visite ou à sortir sans permis.

Les accidents de travail

Selon le commissariat pour l'indemnisation des travailleurs, 325 000 travailleuses et travailleurs sont victimes d'accidents chaque année. Chaque jour, on note 10 accidents mortels et 125 autres entraînent des invalidités permanentes. Dans les mines, les travailleurs noirs sont affectés aux tâches

les plus dangereuses. Voyons quelques chiffres: de 1973 à 1983, 8 209 travailleurs sont morts suite à des accidents de travail et plus de 230 000 ont été blessés au cours de la même période.

L'indemnisation est en proportion des revenus de chacun. Comme les travailleurs les moins payés font les tâches les plus dangereuses, ils sont doublement pénalisés.

En 1983, après la catastrophe de la mine de Hlobane où une explosion de méthane a fait 68 morts et celle de la mine d'uranium de Beisa où l'explosion au gaz fit 16 morts, les tribunaux conclurent à la négligence de la compagnie minière. On comprend que le syndicat demande « une charte des droits » avec le refus de travailler dans des conditions où la sécurité n'est pas assurée.

Les différences? Disparité éclatante

Le tiers des mineurs en Afrique du Sud sont des Blancs. Leur sort, leurs conditions de vie n'ont rien de commun avec ceux de la main-d'œuvre noire. Tout les sépare: la langue, la vie syndicale, les salaires et le logement.

Savoir lire, c'est un atout pour la lutte

La plupart des jeunes qui arrivent dans les mines aujourd'hui ont déjà quelques années de scolarité. La popularité dont jouissent les syndicats témoigne que ces travailleurs ont les yeux ouverts. Ils comprennent ce qui se passe dans le monde et la lutte qui se vit chez eux. Nous vivons comme des chiens, dit la chanson... mais aujourd'hui nous avons du mordant! Attention, ça va changer!

Le mouvement syndical sud-africain:



10

En 1973, des grèves secouaient la région de Durban: le mouvement ouvrier réapparaissait sur la scène. C'était la fin de la nuit d'une répression syndicale farouche. En 1968, il n'y avait eu que 56 grèves et 1 700 grévistes noirs dans tout le pays, mais en 1973 on enregistrait 370 grèves avec 98 000 grévistes noirs dont les chauffeurs d'autobus, des débardeurs et des mineurs.

Un peu d'histoire

Dans les années trente, le Syndicat de l'industrie et du commerce (ICU), puis le South African Congress of Trade Unions (SACTU) avaient joué un rôle important dans la lutte pour l'amélioration

des conditions de vie et d'emploi des travailleuses et travailleurs, tout en affrontant le régime raciste. Le SACTU luttait contre le racisme et la ségrégation au sein du mouvement syndical. Le SACTU s'était lié à l'African National Congress (ANC) dans la lutte contre l'Apartheid. En 1960, suite au massacre de Sharpeville, l'ANC est interdit et la répression s'abat aussi sur le SACTU qui voit 50 de ses militants arrêtés, dont son exécutif au grand complet, et un de ses leaders exécuté. En 1964, plusieurs dirigeants du SACTU sont obligés de s'exiler. Là commence le travail international pour faire connaître les batailles contre l'Apartheid.

Un nouveau départ

Face au racisme et au conservatisme des syndicats légaux, de nouveaux syndicats noirs s'organisent dans la grande industrie. La prédominance de la main-d'oeuvre noire donne une nouvelle force au mouvement syndical et oblige le patronat et le gouvernement à tolérer ces nouveaux syndicats. En 1979, sous la pression conjuguée des travailleurs, des milieux d'affaires et des sociétés étrangères ayant des intérêts dans le pays, le gouvernement est forcé d'en accepter le fait et une nouvelle législation, encore très répressive, légalise partiellement l'existence de ces syndicats. Une brèche est ouverte et l'organisation syndicale pro-

gresse à un rythme fulgurant. De 1980 à aujourd'hui, plus de 500 000 travailleuses et travailleurs noirs se syndiquent. Ce nouveau syndicalisme non racial et militant s'organise dans tous les secteurs industriels, miniers et dans toutes les régions du pays.

Pour l'unité

Depuis déjà 4 ans, un processus d'unité est en marche. Les syndicats se rencontrent. Des négociations patientes et fraternelles président à ce dialogue entre les groupes des syndicats démocratiques existants.

Lors de la grève générale de la province du Transvaal en novembre 1984, les syndicats des travailleurs municipaux, de la métallurgie et d'autres groupes affiliés à la Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (FOSATU) et à la CUSA (une autre fédération) ont mené la lutte avec d'autres syndicats de base représentant le secteur de la restauration, des mines et de la métallurgie.

Leur comité de grève fit une liste de revendications qui reflétaient les prin-

cipales préoccupations à l'origine de l'agitation dans les villes noires.

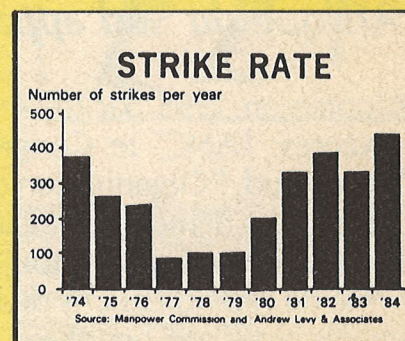
500 000 travailleuses et travailleurs ont répondu à l'appel de la grève. COSAS chargeait ses sections étudiantes d'organiser la grève dans les écoles pendant que les syndicats assuraient l'arrêt de travail dans les usines. La mobilisation montre bien que cette grève était politique, une vraie protestation en règle contre le gouvernement.

C'est là dans la pratique que plusieurs questionnements reçoivent leur début de réponse. Les syndicats en Afrique du Sud sont forcés de s'impliquer dans la lutte globale contre le régime.

Début septembre 1985, 42 des plus importants syndicats s'entendent pour créer, à la fin de l'année, cette confédération unifiée.

Pendant ce temps, les luttes demeurent très dures. Sur le plan des relations

de travail, les négociations sont souvent très ardues et le gouvernement, par la police et l'armée, intervient constamment dans les conflits. En septembre dernier, par exemple, la police a encerclé les mines où 42 000 mineurs s'étaient mis en grève. Résultat: des milliers de mises à pied, de détenus, de blessés. Mais finalement la majorité des mineurs a pu en arriver à une entente avec les patrons. C'est une victoire syndicale importante.



LES SYNDICATS SUD-AFRICAINS⁵

Fédération syndicale nationale unifiée (en formation)*

Identification des syndicats	NON-RACIAUX				MULTI- ² RACIAUX	RACISTE
	SACTU	* FOSATU ¹ GWV ¹ FCWU ¹ AFCWW	MACWUSA GWUSA GAWU SAWU	CUSA ¹ (NUM)	TUCSA ¹	SACLA ¹
Affiliation internationale	FSM	Aucune	Aucune	CISL	Aucune	Aucune
Nombre de membres		1/2 MILLION ³			1/2 MILLION ⁴	
Pratiques syndicales	En exil et en clandestinité, ses militants travaillent dans les syndicats de base.	Pour une action syndicale et politique autonome	ACTION COMBATTIVE Pour une action liant le syndical et le politique à l'intérieur de coalition, allant jusqu'à une affiliation organique avec l'UDF.		Pour favoriser le leadership noir	Syndicats non combattifs et pro-apartheid à divers degrés.
Secteurs de recrutement		Alimentation/ Transport/ Construction/Textile/ Métallurgie/Auto	Auto/Chimie/ Commerce/ Alimentation	Mines/Chimie/ Transport/ Commerce	Auto/ Métallurgie/ Textiles/ Transport	Chimie/ Mines/ Cols blancs/ Transport/ Techniciens

Notes:

1. Ces syndicats sont enregistrés, c'est-à-dire qu'ils ont un statut juridique en vertu des lois du travail de l'Afrique du Sud.

2. Multi-racial signifie qu'un syndicat est organisé par section blanche, noire, métisse et indienne.

3. En 1969, ces syndicats non-raciaux comptaient 16 000 membres seulement.

4. En 1969, ces syndicats comptaient 426 000 membres.

5. Il s'agit d'un tableau sommaire puisque le mouvement syndical sud-africain est en pleine gestation; nombreux sont encore les syndicats de base non affiliés ou non regroupés dont les noms ne peuvent apparaître ici.

POUR UNE AFRIQUE DÉMOCRATIQUE ET NON RACIALE!

La Charte de la Liberté:

l'Afrique du Sud appartient à tous ceux et celles qui y vivent!

Adoptée en 1955 par les 4 organisations suivantes: l'ANC, le Congrès indien de l'Union sud, l'Organisation des Métis et le Congrès des démocrates (blancs), la Charte de la Liberté constitue toujours la plateforme de revendications de la plupart des organisations anti-apartheid. Elle s'articule autour des points suivants:

1. Le gouvernement doit appartenir au peuple!
2. Tous les groupes nationaux doivent jouir de droits égaux!
3. Tout le peuple doit bénéficier de la richesse du pays!
4. La terre appartient à ceux qui la travaillent!
5. Le travail et la sécurité doivent être assurés!
6. Les droits humains doivent être les mêmes pour tous!
7. L'éducation et la culture doivent être accessibles à tous!
8. Tous doivent être égaux devant la loi!
9. La paix et la fraternité doivent régner!
10. On doit créer des logements, assurer le confort et la sécurité!



MOUVEMENT DE LIBÉRATION EN PLEIN ÉLAN: *L'ANC*

Bien que bon nombre de ses dirigeants, comme Nelson, Mandela et Walter Sisulu soient en prison depuis plus de 20 ans, que Pretoria poursuive et assassine ses supporteurs et dirigeants en exil, l'African National Congress est reconnu par la majorité de la population noire comme principal mouvement de libération. Cet appui massif est confirmé par les sondages.

En lutte depuis 1912, pacifiste à sa naissance, l'ANC est passé à la lutte clandestine et armée au moment de son interdiction dans les années soixante, tout en restant bien implanté dans l'ensemble des secteurs de la société.

Malgré les détentions et l'exil, l'ANC poursuit son action. Sur la scène internationale, l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine (OUA) reconnaissent ce mouvement de libération qui par ailleurs raffermi ses liens avec les autres mouvements progressistes du continent africain. Pendant ce temps, à l'intérieur du pays, l'ANC s'engage dans diverses actions de luttes armées et de sabotages. Devant la répression, les bannissements et les assassinats, pas question de compromis ou de dialogue avec le gouvernement blanc.

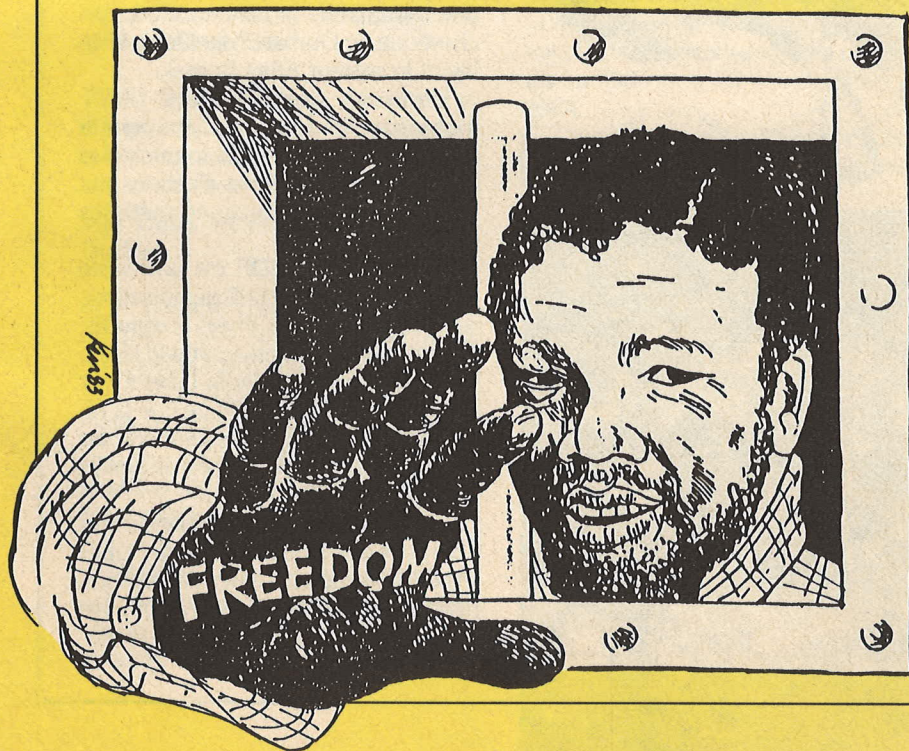
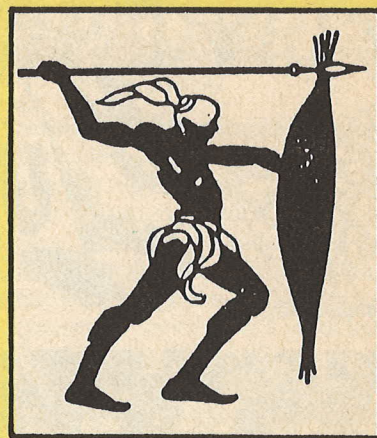
Aujourd'hui, l'ANC parle de rendre le pays ingouvernable. Sans se faire prier, les jeunes des townships et les

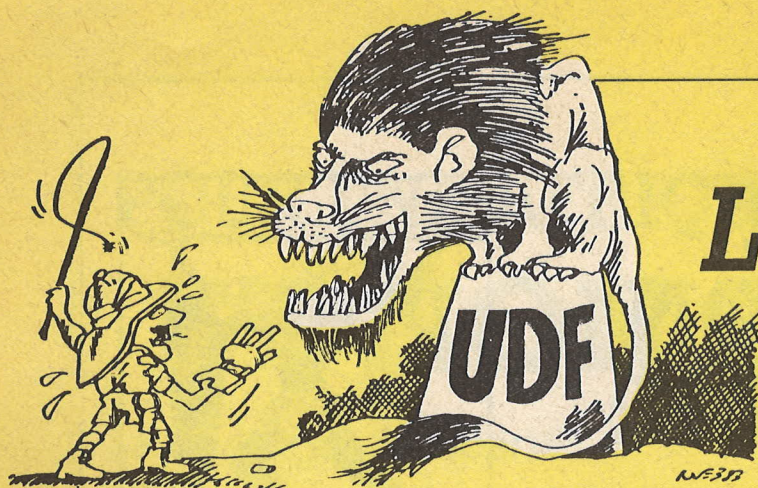
travailleuses et travailleurs suivent ce mot d'ordre. Des flambées de violence éclatent presque tous les jours, des collaborateurs noirs du régime blanc sont assassinés tandis que les funérailles deviennent une occasion de plus de scander des slogans anti-apartheid. Pour qualifier les derniers événements, les dirigeants de l'ANC n'hésitent pas à parler « d'insurrection populaire », puisque la population a vaincu la peur.

Récemment les représentants de grandes corporations sud-africaines ont rencontré les dirigeants de l'ANC pour amorcer un début de négociation avec ce qui constitue sans doute le futur gouvernement de l'Afrique du Sud.

Entre-temps, l'ANC poursuit sa stratégie d'actions urbaines et d'appuis aux grèves tout en menant certaines opérations militaires d'envergure dont les cibles sont des installations du gouvernement et des succursales de firmes multinationales.

L'ANC continue d'être le leader de la lutte et de la résistance anti-apartheid et a reconstitué ses forces en recrutant notamment la jeunesse militante issue des luttes de masse de 1976. Avec les travailleuses et les travailleurs qui exigent non seulement la chute de l'Apartheid mais aussi des changements sociaux en profondeur, entre certains mouvements noirs plus nationalistes et le gouvernement qui tente de récupérer certains groupes noirs, l'ANC a été capable jusqu'ici d'occuper, de gagner un terrain important et d'assumer sa capacité de mobilisation.





L'APARTHEID DIVISE,

L'UDF UNIT!



En 1983, Botha lance le projet d'une réforme constitutionnelle pour diviser les populations noire, métisse et indienne. Cependant, ces groupes réagissent et créent le Front démocratique uni (UDF) « pour une Afrique du Sud unie, démocratique, fondée sur la volonté du peuple, la justice et la liberté ».

L'UDF compte 3 co-présidents: Albertina Sisulu de la Fédération des femmes de l'Afrique du Sud, Oscar Mpetha, du Cap, et Archie Gumede du Natal. Parmi ses dirigeants co-fondateurs, se trouvent Mgr Desmond Tutu, prix mondial de la paix en 1984, l'archevêque de Durban, Mgr Denis Hurley et le pasteur Allan Boesak.

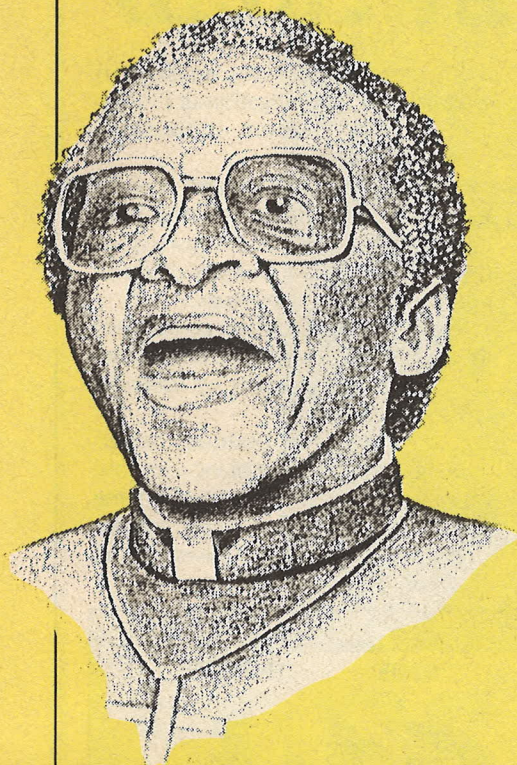
Parmi ses axes d'actions, l'UDF mena une première campagne pour le boycottage des élections municipales en novembre 1983 et des élections aux assemblées asiatiques et métisses d'août 1984.

Aujourd'hui, l'UDF est une vaste coalition de plus de 600 organisations représentatives de divers courants. Cette organisation anti-Apartheid légale soutient la « Charte de la Liberté » et poursuit son combat malgré que la répression s'acharne constamment sur elle. Présentement 107 de ses dirigeants sont en prison.

Le combat pour une Afrique du Sud libre et démocratique mené par l'UDF, l'ANC, les syndicats et les autres organisations représente la seule alternative possible pour la population sud-africaine.



LES ÉGLISES DU CÔTÉ DES PAUVRES



« Une nouvelle génération de Noirs - qui ne craint ni les gaz lacrymogènes, ni les chiens, ni les balles »

Mgr Desmond TUTU - du Conseil sud-africain des Églises.

« C'est quelque chose d'horrible et d'inquiétant que tant de personnes soient mortes dans de pareilles circonstances ».

Mgr Denis HURLEY, archevêque de Durban.

« Un système mauvais ne peut être modifié, il doit être supprimé... Nous voulons tous nos droits, ici, dans une Afrique du Sud unie et non divisée... Nous les voulons tous maintenant ».

Le pasteur Allan BOESAK, Eglise hollandaise réformée - co-fondateur du Front démocratique uni - UDF.

L'Afrique du Sud est considérée comme un des pays les plus christianisés du monde. Près de 85% de sa population adhère à l'une des nombreu-

ses églises chrétiennes. Mises à part les Eglises réformées hollandaises, pro-gouvernementales, qui regroupent les Afrikaaners, il faut dire que se heurter au pouvoir blanc est devenu une réalité pour les Eglises au pays de l'Apartheid. C'est ce qui explique que les Noirs et leurs pasteurs professant le christianisme proposé par les Eglises réformées hollandaises ont vécu une importante scission en adoptant des positions carrément anti-Apartheid. Le pasteur Allan Boesak, co-fondateur de l'UDF, appartient à cette fraction courageuse.

Plusieurs autres confessions luttent depuis longtemps contre le racisme. Ces églises sont conscientes de leurs responsabilités historiques et de la marche avec le peuple opprimé. Comme le disait une déclaration de la Conférence des Evêques catholiques d'Afrique du Sud, « nous ne pouvons pas accepter une conception de la loi et de l'ordre si destructrice des droits de l'homme et de la liberté ».

Le Conseil sud-africain des Églises joue un rôle important dans la radicalisation croissante des communautés de base, autour des années de 1970. Aujourd'hui, les Églises catholique, anglicane et luthérienne coopèrent avec les mouvements populaires dans la lutte contre l'Apartheid. Elles appuient les boycottages, celui des écoles en 1980 et celui des élections en 1984.

Leurs directives sont claires: les chrétiens ont non seulement le droit, mais

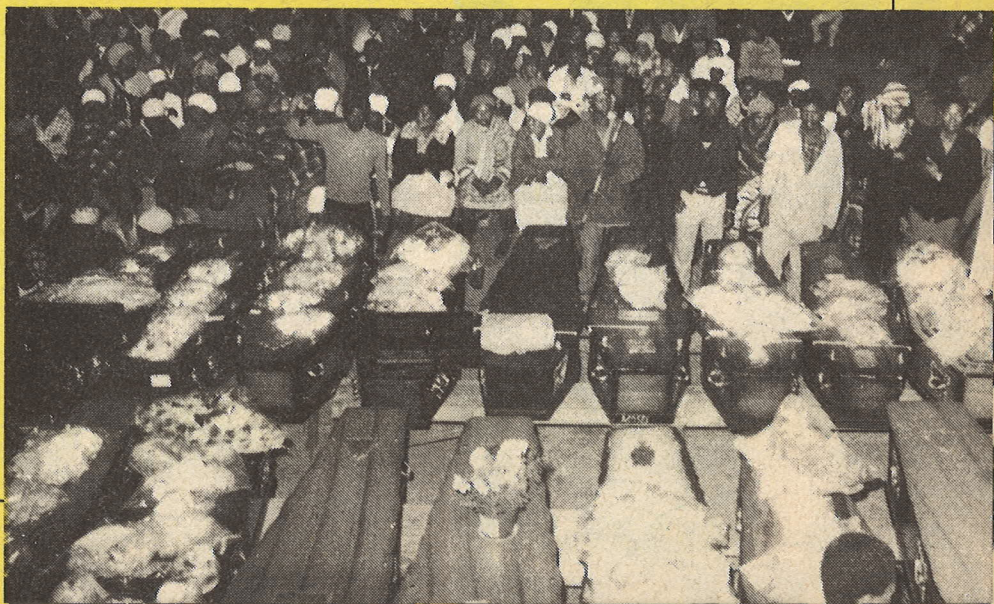
le devoir de lutter contre l'Apartheid.

L'engagement de l'Eglise avec Mgr Hurley, archevêque de Durban, Mgr Desmond Tutu, prix Nobel de la Paix 1984 et le révérend Allan Boesak au sein d'un combat pour la justice a bouleversé le conservatisme des institutions religieuses. Ils ont su vibrer à la douleur de leur peuple bafoué. Sur la place publique, ils ont réclamé l'adoption de sanctions de la part des pays de l'Occident. Boesak fut arrêté pour avoir manifesté pour la libération de Nelson Mandela.

Plusieurs Eglises de par le monde répondent à leur appel, manifestant leur solidarité et les assurant d'un appui non équivoque pour la défense des droits fondamentaux du peuple africain et pour une Afrique unie, démocratique, libre. Ainsi au Canada, les diverses Eglises ont entrepris des débats sur la question et des actions anti-Apartheid s'amorcent.

Motivés par la détermination des chefs des églises sud-africaines, les évêques catholiques américains, dans une lettre très explicite et très détaillée envoyée à leurs collègues, se sont engagés à intervenir pour que:

- les membres de l'Eglise catholique américaine organisent des actions de solidarité anti-apartheid;
- le gouvernement et le Congrès américains adoptent des politiques claires concernant les sanctions;
- les secteurs bancaires et industriels se prononcent contre tout nouvel investissement en Afrique du Sud.



L'ÉCOLE

AU SERVICE DE L'APARTHEID

On connaît bien le rôle de tout système d'éducation dans ce qu'on appelle la "socialisation de l'enfant".

Eh bien, en Afrique, socialiser l'enfant, éduquer, c'est perpétuer l'Apartheid. En effet, dans l'optique du gouvernement blanc, écoles, collèges et universités devraient préparer la jeunesse à occuper la place que la société raciste leur a désignée. « **L'enfant noir, a dit Verwoerd, un ancien premier ministre, devrait apprendre un peu d'anglais et d'afrikaan pour comprendre les ordres et bien fonctionner au travail** ».

C'est dans cette vision des choses que le Parti National a adopté la loi de l'éducation bantoue: c'est le coeur de la politique de l'Apartheid dans le domaine scolaire. Et c'est cette loi qui a constitué la cible principale des soulèvements étudiants de Soweto. Après cette révolte étudiante, le gouvernement adopta deux stratégies: d'une part, arrêter, assassiner (ex. Steve Biko) les leaders étudiants et bannir les organisations étudiantes jugées subversives; d'autre part, faire certains compromis sans modifier le fond de la loi d'éduca-

tion. Ainsi le gouvernement a retiré le mot bantou dans la désignation du département (ministère) de l'éducation et a nommé une commission d'enquête et des comités consultatifs. Tout cela pour lui permettre de gagner du temps. De plus, le gouvernement a constitué une commission d'enquête, De Lange, qui a "réussi" à proposer quelques recommandations pédagogiques sans jamais référer à l'Apartheid.

Le système d'éducation pouvait se continuer tout en faisant place, là où le gouvernement le jugerait nécessaire, à quelques petites adaptations (ex. autoriser des étudiants noirs à fréquenter des facultés de médecine des universités blanches puisqu'il y a une pénurie

dramatique de médecins noirs). Mais globalement la ségrégation et l'inégalité dans le système scolaire se poursuivraient.

Le financement du système scolaire noir est scandaleusement inégal par rapport au système blanc: voyons quelques chiffres sur les budgets d'éducation et le ratio maître/élèves.

Notons que ces chiffres concernent les étudiants noirs des « zones blanches ». La situation dans les Bantoustans est encore pire.

Selon la même optique, depuis 1960 le gouvernement blanc a imposé un système universitaire séparé, même si jusque-là Blancs et Noirs cohabitaient dans certaines universités et collèges.

	% duPNB (1980-81)	Rands/année (1982-83)	Ratio (1980-81)
Blancs	2,62	1385 R	1:18
Métis (colored)	0,51	593 R	1:27
Indiens (Asians)	0,25	871 R	1:24
Africains	0,66	192 R	1:48

LES JEUNES SUR LA BRÈCHE

Les étudiants de la NUSAS, de la SASO, de COSAS et de l'AZASO revendiquent:

- l'éducation gratuite et obligatoire pour tous
- des dépenses d'éducation égales pour tous
- des salaires égaux pour tous les professeurs
- des ratios maître/élèves identiques pour Noirs et Blancs
- la disparition des écoles, collèges et universités séparés.

C'est la lutte contre un système qui favorise l'accès des Blancs et des Blancs à l'éducation supérieure alors que la formation prévue pour la population noire a essentiellement pour but de fournir à l'économie une main-d'oeu-

vre peu qualifiée et à bon marché.

Les jeunes revendiquent depuis longtemps une transformation profonde du système d'éducation. Ils représentent le secteur le plus mobilisé de la population. L'état d'urgence, déclaré en juillet dernier, affecte leurs organisations; plus de 1 000 jeunes ont été arrêtés, mais leur ardeur n'est pas calmée. Pour protester contre cette vague de répression, des étudiantes et des étudiants du niveau primaire et secondaire ont organisé durant une bonne partie du mois d'août (c'est l'hiver austral) un vaste mouvement de boycottage des cours à travers le pays.



Au premier plan des fronts de lutte:



LES FEMMES

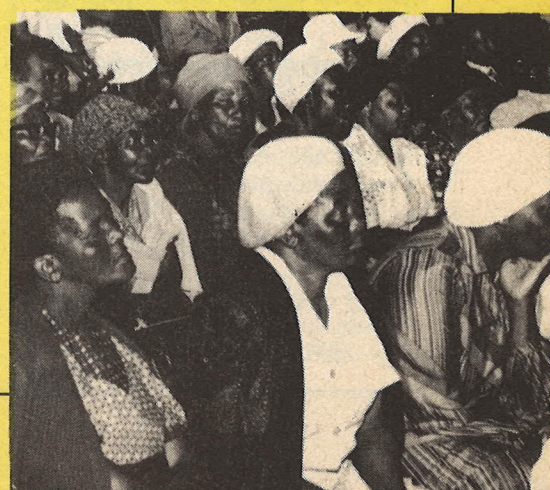
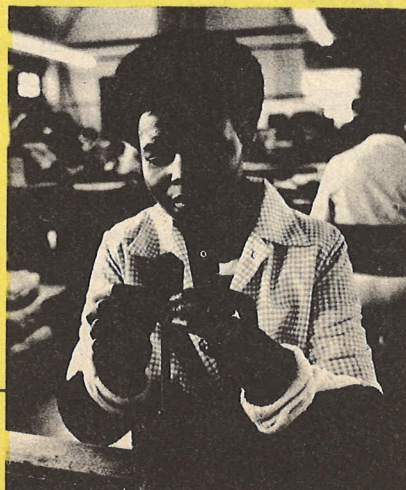
Le système d'apartheid renforce la discrimination et l'oppression que les femmes subissent généralement. Les femmes sud-africaines se retrouvent au dernier échelon des opprimés. Déplacements forcés, familles divisées, restrictions d'emploi, pressions des employeurs, travail à la maison pour la famille et pour l'usine; voilà leur lot.

Membres de la section des femmes de l'UDF, de l'ANC, de l'association des travailleuses domestiques, des comités de femmes des syndicats,

elles luttent pour leurs droits et ont inscrit cette lutte dans la lutte politique contre le système d'apartheid. Elles s'impliquent dans les grèves, les boycotts, les actions communautaires, l'alphabétisation, les sociétés d'entraide.

Un autre aspect de leur lutte porte sur la question du planning familial. Le gouvernement sud-africain a laissé introduire un contraceptif que plusieurs considèrent dangereux, **le dépoprovera de la multinationale Upjohn**

Co. Il y a donc un double débat sur cette question, puisque la politique de planning est aussi une façon pour le gouvernement blanc de limiter la majorité noire et pour les employeurs de s'assurer une main-d'oeuvre productive mais non reproductive. Certaines firmes se servent même de la question du planning familial comme condition d'embauche. On a vu aussi des cas de femmes à qui on a injecté le contraceptif à leur insu.



LES PATRONS PRENNENT PANIQUE!



Adverta P863/77

Pour eux, le langage des chiffres a parlé. L'apartheid ne paie plus. De plus en plus d'hommes d'affaires croient que le système d'apartheid va conduire à la destruction de l'économie sud-africaine. Notamment, parce que l'exclusion de la population noire des programmes de qualification de la main-d'œuvre provoque une pénurie dramatique de main-d'œuvre qualifiée et productive dont l'industrie a besoin pour sa modernisation. Ainsi on évalue qu'il faudra 5 millions de nouveaux travailleurs qualifiés pour 1987.

Si les patrons ont jusqu'ici profité de la sur-exploitation des travailleurs noirs dont les salaires sont au niveau le plus bas, ils voudraient maintenant que les politiques du gouvernement de la minorité blanche évoluent.

Même s'ils ont pensé longtemps que ce gouvernement constituait un rempart pour arrêter ce qu'ils appelaient « l'expansion communiste » en Afrique, ils croient maintenant que l'oppression puisse favoriser une certaine réceptivité chez les travailleurs noirs pour les idées dites « marxistes ».

L'économie menacée

Plusieurs éléments nous confirment les difficultés économiques:

- manque de main-d'œuvre qualifiée
- chute du Rand (unité monétaire du pays), passé en 4 ans de 1,25\$ à 0,34\$ US
- dette extérieure de 22 milliards
- chute du cours de l'or sur les marchés internationaux

LES DIX PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE L'AFRIQUE DU SUD

(en millions de rands, 1 rand = 3,9 francs env. à la fin juillet 1985.)

		1982	1983	1984 (1 ^{er} semestre)
ETATS-UNIS	Imp. Exp.	2 678,9 1 322,8	2 467 1 753,8	1 987,2 1 166,1
JAPON	Imp. Exp.	1 852,2 1 670,7	1 908,3 1 546,7	1 550,3 1 017,7
ALLEMAGNE	Imp. Exp.	2 708,7 865,3	2 235,9 753,4	1 789,9 546,7
GRANDE-BRETAGNE .	Imp. Exp.	2 196,4 1 432,5	1 892,9 1 324,1	1 312,5 604,1
SUISSE	Imp. Exp.	317,8 1 019,8	288,8 1 733,8	202,9 1 011,3
FRANCE	Imp. Exp.	771,7 467,8	622,7 378,7	475,3 295,4
ITALIE	Imp. Exp.	613,6 376,6	576,3 389,9	415,9 343,5
PAYS-BAS	Imp. Exp.	255,5 286,8	244 351,4	
HONGKONG	Imp. Exp.	167,8 122	152,9 236	
TAIWAN	Imp. Exp.	237,6 188,4	251,4 192	

Source : Financial Mail, Johannesburg, 7 décembre 1984.

- inflation de 19% (prévue pour 1985)
- le développement de la syndicalisation notamment a poussé les entreprises à introduire des méthodes mécanisées de production, mais en même temps elles doivent recourir à des travailleuses et des travailleurs plus qualifiés
- difficulté d'écouler la production sur

le marché intérieur peu développé à cause des conditions économiques de la majorité des consommateurs (noirs) et sur le marché international car dans certains cas, les coûts de production (à cause des installations vétustes) rendent les produits peu compétitifs.

Les pressions de « désinvestissement » et certaines mesures prises par

des institutions financières comme la Chase Manhattan Bank (3e banque US) à l'effet de cesser tout prêt à l'Afrique du Sud et la montée du mouvement de revendications dans le pays même déstabilisent le pays.

La rencontre d'hommes d'affaires sud-africains avec des dirigeants de l'ANC, organisation anti-apartheid, mise « hors-la-loi » par le gouvernement blanc, est certainement une illustration significative de l'inquiétude du milieu des affaires et des fissures dans le camp des Blancs.

Mais les investissements et les intérêts étrangers restent importants!

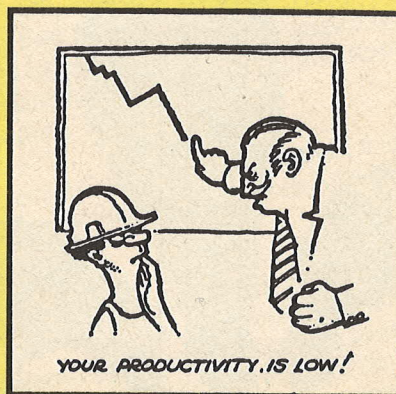
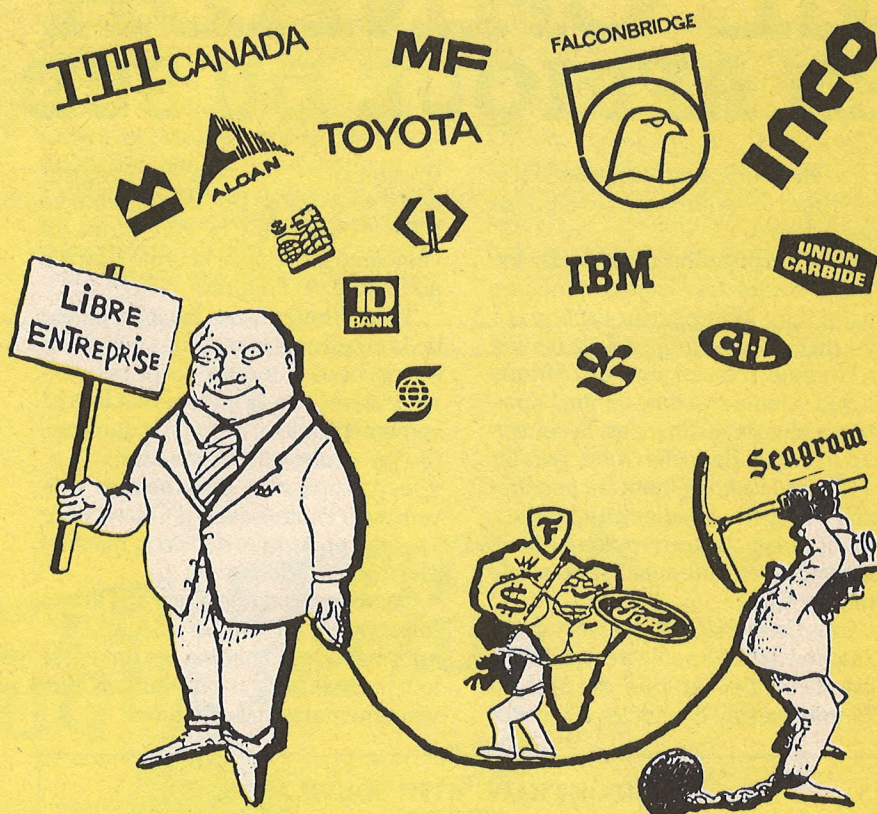
- Il y a dans le pays: 1 200 firmes de la Grande-Bretagne dont Lever, Barclays, Cadbury, 350 firmes US, dont GM, Firestone, 165 firmes françaises dont Peugeot, Renault, Air Liquide et Pêchiney et 450 firmes allemandes dont Siemens.

- 19 pays africains continuent d'avoir des relations commerciales importantes avec l'Afrique du Sud qui attire toujours plus de la moitié du total des investissements directs de la Grande-Bretagne, des USA, de la RFA, de la France et du Japon notamment à cause de leur intérêt pour les minerais stratégiques de l'Afrique du Sud (or, platine, cuivre, plomb, uranium, chrome, manganèse).

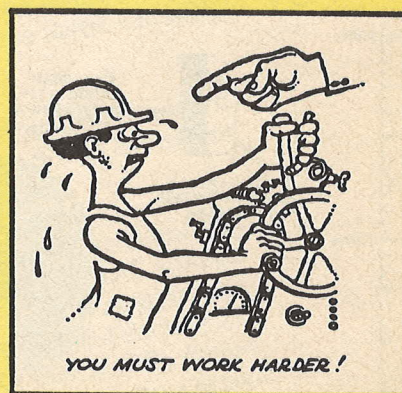
L'Afrique fournit encore 80% de l'or des pays occidentaux et a un intérêt stratégique important sur les routes des pétroliers qui voyagent entre le Moyen-Orient, l'Europe et l'Amérique.

Malgré les votes et les appels de l'ONU contre l'apartheid, pour l'arrêt de la vente d'armes servant particulièrement dans la répression de la population et aussi contre les pays voisins de l'Afrique australe, malgré les votes pour un embargo sur le pétrole, les pays ont continué ces commerces directement ou en se servant d'intermédiaires comme Israël qui est un partenaire important dans les ventes d'armes à l'Afrique du Sud.

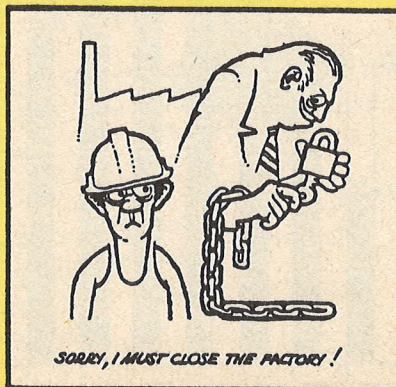
Enfin, lorsque le Conseil de sécurité a exigé récemment la levée de l'état d'urgence et la libération des prisonniers politiques, Washington et Londres se sont abstenus. Est-ce cela la « collaboration constructive » dont parle Reagan???



VOTRE PRODUCTIVITÉ EST FAIBLE...



...IL FAUT TRAVAILLER PLUS DUR...



... DÉSOLÉ, JE DOIS FERMER L'USINE...



... AIDEZ-NOUS A LUTTER CONTRE LE DÉSINVESTISSEMENT

LE CANADA EN AFRIQUE DU SUD

Les électeurs canadiens regardent la télévision, ils ne lisent pas les rapports spécialisés.

C'est l'explication donnée par Joe Clark, ministre des Affaires extérieures, quand il fut interrogé sur l'action tardive du Canada à propos de la famine en Ethiopie. Il en est ainsi de l'Afrique du Sud. Même si la lutte contre l'Apartheid a plus de 40 ans, c'est la couverture récente de cette lutte par les médias qui l'a finalement fait pénétrer dans les foyers canadiens. Le public a vu et il a réagi. Le gouvernement canadien tente d'en faire autant, poursuit le ministre Clark.

Sous Diefenbaker, le gouvernement canadien a joué un rôle très actif dans l'expulsion de l'Afrique du Sud du Commonwealth. Durant les 25 années

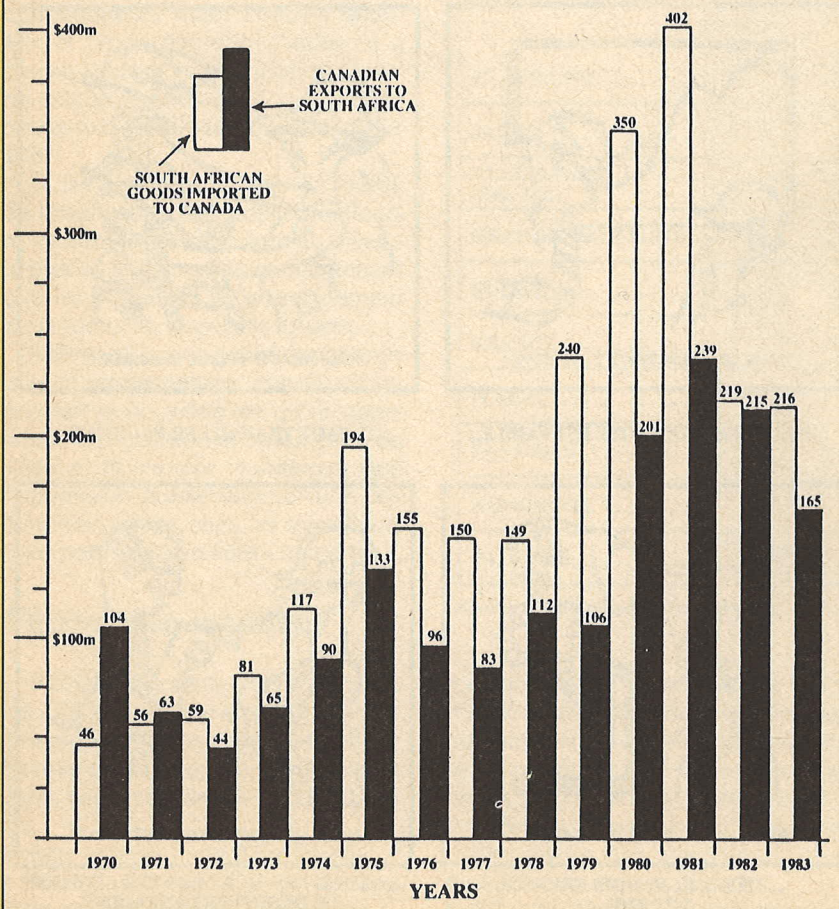
suivantes le Canada a été hésitant, tiède tant dans ses déclarations à l'ONU que sur la question de l'embargo au sujet de la vente d'armes au régime de Pretoria.

L'été dernier, avec l'élargissement de la rébellion et les scènes télévisées où on nous a montré la population noire assassinée, la pression sur le gouvernement fédéral a repris de nouveau. Qu'en résulte-t-il? Dorénavant:

- les compagnies canadiennes doivent avoir l'autorisation d'Ottawa pour exporter en Afrique du Sud le matériel électronique de pointe
- Ottawa cessera tout appui aux firmes qui vendent à l'Afrique du Sud
- les banques canadiennes ont cessé tout nouveau prêt aux institutions gouvernementales sud-africaines



CANADA'S TRADE WITH SOUTH AFRICA
1970-1983



- Ottawa a nommé un « vérificateur » chargé de surveiller la conduite à l'égard de leurs employés/es des compagnies canadiennes opérant en Afrique du Sud

- Ottawa a aussi créé un fonds de 1 000 000\$ pour appuyer les prisonniers politiques sud-africains et leurs familles.

Il y a quelques années ces mesures auraient été suffisantes. Maintenant, il faut faire plus! Les Alcan, les Domtex, les Canadian Pacific, les Massey Ferguson, Rio Tinto et Kennecott boycotteront l'Afrique du Sud seulement quand elles seront forcées de le faire.

Le gouvernement canadien a laissé entendre aussi qu'il ne permettrait pas l'accroissement de l'investissement sud-africain au Canada (175 000 000\$ en 1984); l'année précédente, le chiffre de 220 millions avait été atteint. Mais globalement, le volume de l'investissement canadien pourrait dépasser le demi-milliard.

L'importation de pommes Granny Smith, d'oranges Outspan pour les jus FBI notamment, a dépassé la valeur de 9 millions.

Et le Québec!

Un quart du commerce avec l'Afrique du Sud est réalisé par le Québec: textiles, laines, lingots d'aluminium de l'Alcan, ferrochrome et vanadium pour la métallurgie, fruits vendus chez Steinberg, Provigo et Bonifruit; Union Carbide vend ses plastics, Consolidated Bathurst sa pâte à papier, Sylvania

et Pratt and Whitney leurs produits d'électronique. A elle seule, l'Alcan détient 24% (i.e. 20 millions \$) des intérêts de la compagnie South African Hulets Aluminium et Québec Fer et Titane a investi 70 millions \$ dans la compagnie minière de Richard's Bay. De tels investissements sont importants et malgré que les restrictions sur l'investissement étranger relèvent du

pouvoir fédéral, il est nécessaire de faire pression sur le gouvernement du Québec et sur les compagnies d'ici opérant en Afrique du Sud. **Aussi la Caisse de dépôt et de placements est contrôlée par le gouvernement du Québec: on peut lui demander de retirer ses investissements dans de telles compagnies. On peut suivre l'exemple de la Société des Alcools du Québec**

qui n'importe plus de vins sud-africains et des établissements de santé de l'Ontario qui ont arrêté d'acheter des produits alimentaires là-bas. On peut aussi agrandir la campagne contre la vente des fruits sud-africains et protester contre la vente d'uranium raffiné par Eldorado Nuclear de l'Ontario et acheminé en Afrique du Sud.

QUÉBEC FER ET TITANE EN AFRIQUE DU SUD

En 1976, Quebec Iron and Titanium (QIT) s'entendait avec des entreprises sud-africaines pour l'établissement de Richard's Bay Minerals, une entreprise minière et de smeltage à Richard's Bay, province du Natal, Afrique du Sud. Selon l'information dont disposent les Eglises canadiennes, il appert que QIT a aidé le gouvernement sud-africain dans la production du titane dont une partie est utilisée par l'armée sud-africaine.

QIT, une filiale de Kennecott Canada Ltd., appartient à la compagnie Standard Oil of Ohio (SOHIO). Le principal actionnaire de SOHIO est British Petroleum de Grande-Bretagne.

En 1982, les principaux actionnaires de Richard's Bay Minerals étaient QIT (42,4%), la South African Industrial Development Corporation, IDC, (compagnie de l'état) et trois autres corporations sud-africaines. IDC est aussi responsable de l'entreprise stratégique SASOL, fait partie du Conseil de l'énergie atomique, ainsi que de la corporation pour les armements (ARMSCOR). En fait, IDC est le principal responsable pour le gouvernement sud-africain pour la production industrielle liée à l'appareil militaire.

L'entreprise à Richard's Bay comprend deux divisions. La division Tisand extrait des minerais des sables de la région de Richard's Bay. Ces minerais sont ensuite raffinés par la Richard's Bay Iron and Titanium, qui produit un minerai de titane pur à 85%.

Le titane est utilisé massivement à des fins militaires et nucléaires. Il fait généralement partie des alliages pour les avions, les missiles, les réacteurs nucléaires, les sous-marins.

L'AFRIQUE DU SUD ET SES VOISINS

Les troubles de l'Apartheid débordent ses frontières. Pays plus puissant et plus développé, l'Afrique du Sud blanche a historiquement dominé ses voisins.

Devant la montée de la lutte anti-apartheid à l'intérieur du pays, le gouvernement blanc a trouvé nécessaire de renforcer cette domination. Nul doute aussi que l'ouverture américaine a pavé la voie de ce renforcement.

ANGOLA. Quand ce pays est devenu indépendant en 1925, l'Afrique du Sud et son allié l'Unita (mouvement noir conservateur) l'ont envahi, tentant d'y renverser le nouveau gouvernement socialiste. Cette invasion a échoué mais depuis l'Unita, grâce à Pretoria, est devenu une force militaire importante et une menace constante contre l'Angola.

NAMIBIE. Ce pays a été occupé par l'Afrique du Sud depuis 1919. Pretoria refuse toute pression internationale à l'effet de reconnaître l'indépendance de ce pays; au contraire, depuis 1966, une campagne brutale de répression tente d'éliminer la Swapo, un mouvement de libération nationale. D'ailleurs, l'Afrique du Sud occupe militairement le pays qui devient alors une base d'attaque contre l'Angola situé au nord.

MOZAMBIQUE. C'est le voisin du nord-est. La stratégie de Pretoria l'a ruiné. Le gouvernement du Frelimo (parti de la libération du pays) a supporté l'ANC sud-africain. Pretoria a appuyé la lutte des « bandits armés »

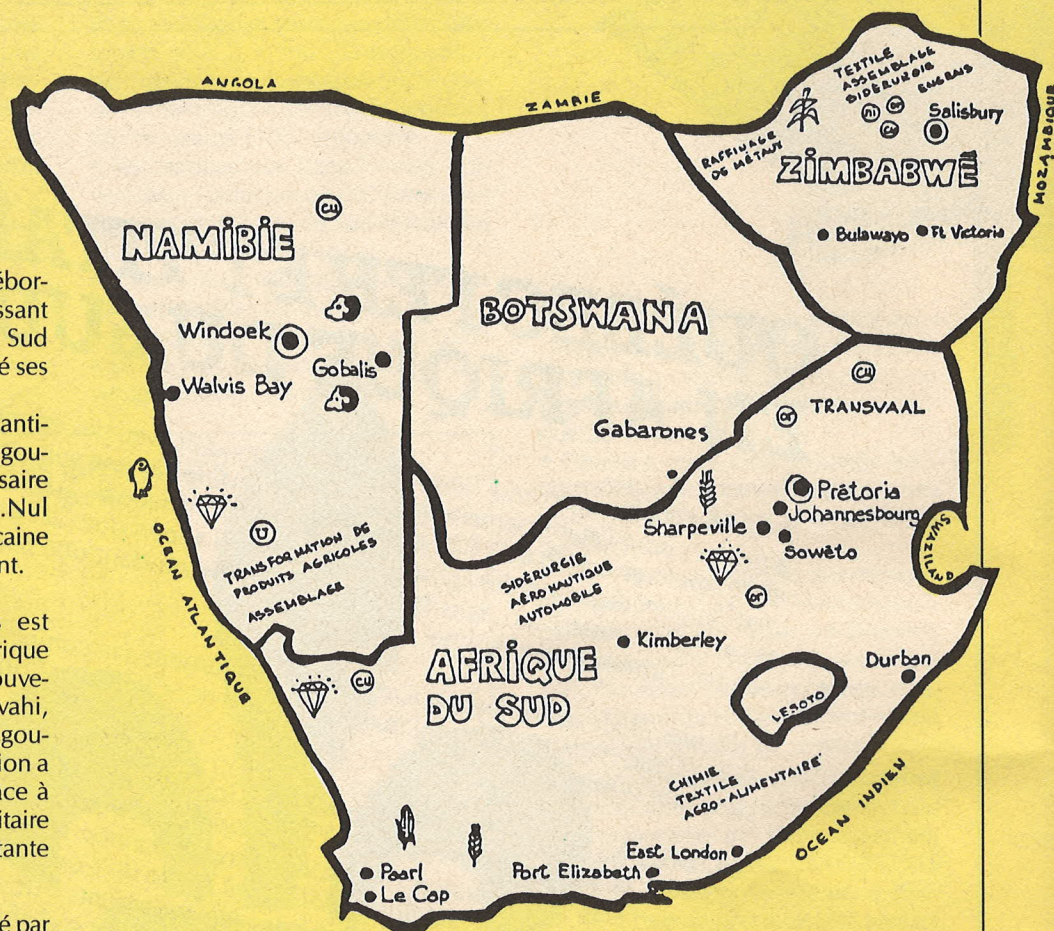
(MNR) qui brûlent et terrorisent le pays. Le gouvernement mozambicain de Samora Machel fut forcé de signer un pacte de non-agression avec l'Afrique du Sud en 1984, tentant d'éviter le pire pour son pays.

Lesotho - Botswana - Swaziland. Ces trois petits pays sont stratégiquement et économiquement dépendants de l'Afrique du Sud. La majorité de la population des deux premiers travaille dans les mines sud-africaines tandis que le dernier constitue une véritable enclave de l'Afrique du Sud. Ces pays sont d'accord avec des sanctions contre Pretoria, mais ils ont aussi affirmé

qu'ils auront besoin d'assistance spéciale.

ZIMBABWE. La victoire électorale de Robert Mugabe en 1980 a été un choc pour l'Afrique du Sud blanche. Depuis lors, l'Afrique du Sud a activement soutenu une activité armée anti-gouvernementale dans l'ouest du Zimbabwe avec des opposants internes qui constituent une menace constante pour le pays.

Presque tout le commerce international du pays passe par l'Afrique du Sud, qui utilise cette situation comme chantage économique contre le Zimbabwe.



PAS D'ISSUE SANS SOLIDARITÉ!

Le compte à rebours est commencé en Afrique du Sud

Privés des droits les plus élémentaires, soumis aux pires vexations et à la répression la plus sauvage, le peuple sud-africain a levé les bras. Il en appelle de notre solidarité pour lutter contre cette insulte quotidienne aux droits humains, qu'est l'Apartheid.

Contre le système qui emprisonne et qui assassine, nos gouvernements peuvent faire plus. A nous d'agir pour la justice et les droits!

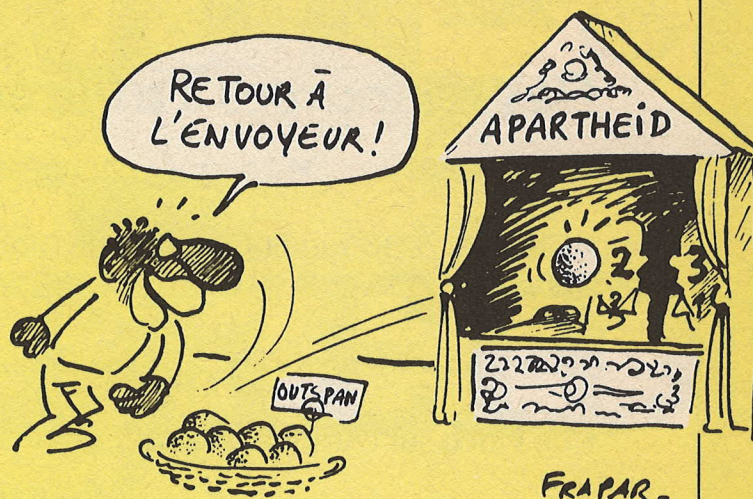
Il faut exiger que les gouvernements canadien et québécois prennent clairement position; que dans le cadre de leurs juridictions respectives, ils agissent rapidement:

- mesures diplomatiques
- demande de libération des prisonniers politiques
- demande de levée de l'état d'urgence
- soutien aux organisations populaires représentatives pour améliorer le sort de la population noire
- dialogue avec l'UDF et l'ANC
- sanctions économiques obligatoires et immédiates
- désinvestissement.

Nos tâches

Au niveau de l'information

- inscrire la question de la solidarité avec le peu-



ple sud-africain à l'ordre du jour d'une assemblée syndicale

- faire connaître le dossier CISO sur l'Afrique du Sud
- préparer un article pour le bulletin du syndicat ou de son groupe, pour le journal du quartier, etc...
- organiser un débat pour la télé et la radio communautaires

Au niveau de l'action

- faire des pressions sur les entreprises de notre milieu qui ont des liens avec l'apartheid (Bata, Noranda, Alcan, etc...)
- faire des pressions sur les gouvernements canadien et québécois
- organiser un boycottage de produits d'Afrique du Sud (pommes Granny Smith, oranges Outspan)
- faire pression sur des institutions publiques de notre milieu qui investissent ou qui ont des politiques d'achat de produits sud-africains (Caisse de Dépôt, collèges, universités)

Dans les écoles, les collèges et les universités

- se servir du dossier CISO pour préparer un cours sur l'Afrique du Sud
- organiser un débat-midi sur l'apartheid



Des ressources à utiliser

- CISO, 1601 rue De Lorimier, Montréal - 598-2020 (dossier, diaporama)
- CIDMA, 3738 rue St-Dominique, Montréal - 288-3411 (dossiers, diaporama, études)
- Développement et Paix, 2111 rue Centre, Montréal - 932-5136 (dossiers, films)
- un vidéo sur l'Afrique du Sud: Centre de documentation CEQ - (418) 658-5711
- Carrefour Tiers-Monde, 454 Caron, Québec - (418) 647-5853

POUR UNE AFRIQUE DÉMOCRATIQUE ET NON RACIALE

Willis McHunu de la Federation of South African Trade Unions (FOSATU), métallo de Richards Bay, témoignera de la lutte des travailleuses et travailleurs sud-africains

Linda Chisholm, professeure à l'Université de Witwatersrand de Johannesburg, témoignera des conditions de l'éducation et de la lutte des femmes.

TOURNÉE

Avec Willis et Linda, CEQ, CISO, CSN organisent une tournée de la province entre le 12 novembre et le 10 décembre 1985.

Participation notamment aux congrès du Conseil central de Montréal (20 novembre), Joliette (24 novembre), Conseil général de la CEQ à Chicoutimi (28 novembre) et au Conseil confédéral de la CSN le 28 novembre.

SESSION

Pour préparer les militantes et les militants de votre syndicat ou de votre groupe de solidarité, une session préparatoire de formation se tient:

- le samedi 16 novembre à compter de 9h00 jusqu'à 16h30
- au Centre St-Pierre Apôtre 1212 Panet Montréal (Métro Beaudry) (514) 524-3561

De votre présence dépend le succès de la tournée de solidarité.

Pour information: Micheline Jourdain, Clotilde Bertrand et Robert Quevillon à (514) 598-2020 ou 2019.